

FD/JF N° 1-6454

Contacts IFOP : Frédéric Dabi / Jérôme Fourquet

The logo for IFOP is written in a red, cursive, handwritten style. The letters 'i', 'f', 'o', and 'p' are connected, with the 'i' having a small dot and the 'p' having a long tail.

pour

TBWA \ CORPORATE \ NON PROFIT

Les attentes des Français pour le Grenelle de l'Environnement

Résultats détaillés
Le 3 septembre 2007

Sommaire

Pages

1 -	La méthodologie	1
2 -	Les principaux enseignements de l'étude	3
3 -	Les résultats de l'étude	6
	L'importance de la participation de différents acteurs au Grenelle de l'Environnement	7
	Le caractère prioritaire de différentes mesures à adopter à l'issue du Grenelle de l'Environnement	8
	La mobilisation de différents secteurs économiques pour limiter l'impact de leur activité sur l'environnement	9

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	TBWA Non Profit
Echantillon	Echantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 30 au 31 août 2007

- 2 -

Les principaux enseignements de l'étude

Les Français interrogés par l’Ifop pour TBWA Non Profit établissent une hiérarchie de la légitimité de la participation d’acteurs au Grenelle de l’Environnement. Logiquement, c’est la présence des associations de protection de l’environnement et d’ONG emblématiques comme celle de Nicolas Hulot ou Greenpeace qui s’avèrent la plus réclamée (90% dont surtout 63% jugeant leur présence très importante). Viennent ensuite, à un niveau de citations équivalent, les universitaires et les chercheurs (90% dont 56% de très important) légitimés à participer à un événement recelant aux yeux de l’opinion une dimension de réflexion sur l’avenir de la planète, ainsi que les élus des collectivités territoriales dont on sait qu’ils constituent pour les Français l’échelon électoral de référence pour agir, et notamment en matière environnementale.

Au delà des syndicats agricoles dont la présence est vivement souhaitée, l’analyse de cette question révèle l’appropriation par l’opinion du concept de développement durable » comme triptyque alliant l’écologie mais aussi l’économie et le social. A cet égard, la présence de représentants de différents secteurs économiques est attendue par une nette majorité d’interviewés (84% dont 38% jugeant leur présence très importante). Il en va de même, mais à un degré moindre des organisations syndicales : la présence des syndicats patronaux (68%) étant davantage souhaitée que celle des syndicats de salariés (56%).

Dans le détail des réponses, on notera quel que soit l’acteur une demande de participation toujours plus forte de la part des femmes dont on sait qu’elles constituent un segment de la population très préoccupé par les enjeux environnementaux

Invités à évaluer les efforts de différents secteurs économiques en matière d’environnement, les Français font preuve de jugements somme toute sévères. Seuls trois secteurs sont perçus par une majorité d’interviewés comme réalisant des efforts pour limiter l’impact de leur activité sur l’environnement : les entreprises de traitement de l’eau et des déchets (76%) ainsi que les constructeurs automobiles, soit deux secteurs ayant fortement communiqué ces dernières années sur leur implication dans la préservation de l’environnement (voitures propres...) Par ailleurs, le secteur de l’électricité voit reconnaître ses efforts par 63% des personnes interrogés.

Il n’en va pas de même pour les autres secteurs testés : sont ainsi particulièrement « pointés », du fait de leurs efforts insuffisants la chimie, la cosmétique et les produits de beauté, et surtout les secteurs relevant de l’industrie lourde : sidérurgie et métallurgie ainsi que les compagnies pétrolières lesquelles arrivent en dernière position de ce classement (pour 85%, elles font peu ou pas du tout d’efforts).

Notons trois remarques :

- secteur d'activité réputé polluant, l'agriculture se voit créditée d'efforts par une part négligeable de l'opinion (44%).
- à l'inverse, la grande distribution, en dépit d'actions de communication régulières, ne convainc pas une majorité d'interviewés (66%).
- l'avant dernière place obtenue par les banques et les compagnies d'assurance (pas d'efforts :75%) peut s'expliquer paradoxalement par le caractère non polluant de ces secteurs, lesquels n'auraient donc pas besoin de faire des efforts spécifiques en matière de protection de l'environnement.

Enfin, invités à indiquer le caractère prioritaire de mesures à adopter dans le cadre du Grenelle de l'environnement, les personnes interrogées cristallisent leurs attentes sur la limitation des pesticides dans l'agriculture (81%) et sur l'augmentation de 20 à 50% de la part des matériaux recyclables dans la composition des produits.

Notons la forte présence de la thématique agricole dans les attentes des Français que ce soit ce qui relève de la réorientation des subventions agricoles (61%), la suspension de la pêche et de la chasse d'espèces en danger (60%) ou le développement des cultures bio (54%). Notons que ces mesures revêtent un degré de priorité supérieur à l'interdiction de la culture des OGM (53%), et ce malgré les très forts mouvements de mobilisation anti OGM.

Signe de l'urgence perçue en matière d'environnement, la mise en place d'une taxe écologique sur les voitures polluantes recueille l'assentiment d'une courte majorité des interviewés. En revanche, les autres mesures afférent à l'automobile et à dimension coercitive n'apparaissent pas prioritaires que ce soit la mise en place de péages routiers ou l'arrêt des subventions aux nouvelles autoroutes.

Frédéric Dabi

Directeur du Département d'Opinion Publique

- 3 -

Les résultats de l'étude

L'importance de la participation de différents acteurs au Grenelle de l'Environnement

Question : Vous savez qu'une série de réunions vont être organisées par le gouvernement durant les mois de septembre et d'octobre sur le thème de l'environnement, du développement durable et de ses multiples implications. Cette initiative a été appelée « le Grenelle de l'environnement ». Pour chacun des acteurs suivants, vous me direz s'il est très important, assez important, peu important ou pas important du tout qu'il participe à ces débats et ces réunions ?

	Très important (%)	Assez important (%)	Peu important (%)	Pas important du tout (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Les associations de protection de l'environnement et les organisations non gouvernementales : Greenpeace, Nicolas Hulot, WWF, France Nature Environnement	63	27	6	4	-	100
• Des universitaires et des chercheurs	56	34	8	2	-	100
• Les représentants des collectivités locales : mairies, conseils généraux et régionaux	51	39	8	2	-	100
• Les syndicats agricoles : FNSEA, Coordination rurale, Confédération paysanne	48	40	9	3	-	100
• Les représentants des différents secteurs économiques	38	46	14	2	-	100
• Les associations de défense des consommateurs	47	37	13	3	-	100
• Les syndicats patronaux : Medef, CGPME etc	26	42	21	11	-	100
• Les associations de chasseurs et de pêcheurs	25	38	26	11	-	100
• Les syndicats de salariés : CGT, CFDT, FO etc	22	34	28	16	-	100

Le caractère prioritaire de différentes mesures à adopter à l'issue du Grenelle de l'Environnement

Question : Le Grenelle de l'environnement doit déboucher sur une quinzaine de mesures concrètes qui devront être appliquées en France. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si elle vous semble très prioritaire, pas vraiment prioritaire ou si vous ne connaissez pas assez le sujet ?

	Très prioritaire	Pas vraiment prioritaire	Vous ne connaissez pas assez le sujet	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• La limitation de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture	81	9	10	-	100
• L'incitation des industriels à faire passer de 20 à 50 % la part de matériaux recyclables dans la composition de leurs produits	81	5	14	-	100
• Un programme national de mises aux normes environnementales des logements	63	18	19	-	100
• Une réorientation des subventions agricoles au profit des pratiques respectueuses de l'environnement	61	14	25	-	100
• La suspension immédiate de la pêche et de la chasse de toutes les espèces en danger	60	25	15	-	100
• La taxation du transport routier au profit du développement du transport ferroviaire	57	24	19	-	100
• Le développement des cultures bio pour quelles occupent 10 % des terres agricoles d'ici 5 ans	54	33	13	-	100
• L'interdiction de la culture des OGM dans l'attente des résultats de nouvelles recherches scientifiques	53	23	24	-	100
• La création d'une taxe écologique sur les voitures polluantes	52	37	11	-	100
• La mise en place de labels et de certifications écologiques	46	26	28	-	100
• La baisse de 10 km/h de la vitesse autorisée sur les routes afin de limiter les émissions de CO2	36	55	9	-	100
• La suspension de tout nouveau programme nucléaire tant que la France n'aura pas atteint le niveau de l'Allemagne en matière d'énergies renouvelables	36	29	35	-	100
• La mise en place de péages routiers à l'entrée des grandes villes	16	69	15	-	100
• L'arrêt des subventions publiques aux nouvelles autoroutes	16	43	41	-	100

La mobilisation de différents secteurs économiques pour limiter l'impact de leur activité sur l'environnement

Question : Pour chacun des secteurs économiques suivants, diriez-vous que, depuis quelques années, il fait beaucoup, assez, peu ou pas d'effort du tout pour limiter l'impact de son activité sur l'environnement ?

	TOTAL Beaucoup / assez (%)	Beaucoup d'effort (%)	Assez d'effort (%)	TOTAL Peu / pas du tout (%)	Peu d'effort (%)	Pas d'effort du tout (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Les entreprises de traitement de l'eau et des déchets	76	27	49	24	21	3	-	100
• Le secteur de l'électricité	63	14	49	36	31	5	1	100
• Les constructeurs automobiles	53	14	39	47	40	7	-	100
• Le secteur du bâtiment et des travaux publics	46	8	38	53	44	9	1	100
• Le secteur de l'agro-alimentaire	45	7	38	55	45	10	-	100
• L'industrie pharmaceutique	44	10	34	55	45	10	1	100
• Le secteur agricole	44	9	35	56	46	10	-	100
• Le secteur de la chimie	35	7	28	64	50	14	1	100
• La grande distribution	34	4	30	66	50	16	-	100
• Les fabricants de cosmétiques et de produits d'hygiène et de beauté	33	7	26	66	48	18	1	100
• Le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie	30	4	26	68	57	11	2	100
• Les transporteurs routiers	23	4	19	77	50	27	-	100
• Les compagnies aériennes	22	3	19	77	51	26	1	100
• Les banques et les compagnies d'assurance	22	3	19	75	47	28	3	100
• Les compagnies pétrolières	14	2	12	85	47	38	1	100